

Rachat de SFR : Non à la mainmise des marchés Oui à une véritable politique publique des télécom

Alors qu'Orange, Bouygues Télécom et Free viennent d'annoncer une **offre conjointe de rachat des actifs de SFR**, la CGT dénonce une **opération** dictée par des **logiques financières** et non par l'intérêt général.

Cette « consolidation du secteur » est présentée comme inévitable pour faire face à la concurrence et renforcer la rentabilité. En réalité, **elle menace l'emploi, la qualité du service et l'indépendance stratégique du pays.**

Les quatre opérateurs concernés sont classés **entreprises sensibles** au titre de la loi de programmation militaire 2023.

Comment justifier qu'un secteur aussi crucial pour la souveraineté numérique et la sécurité nationale soit ainsi abandonné aux marchés financiers ?

La CGT rappelle aussi que ces groupes figurent parmi les **principaux bénéficiaires d'aides publiques (près de 211 milliards d'euros au total)**, tout en continuant à verser des dividendes record à leurs actionnaires.

Malgré les discours alarmistes sur une « baisse de croissance », **les opérateurs génèrent ensemble plus de 15 milliards d'euros de marge chaque année :**

- Orange a reversé l'intégralité de ses bénéfices (2 Mds €) à ses actionnaires,
- Bouygues Télécom a augmenté ses dividendes de 5,3 %, poursuivant 30 années de redistribution continue,
- Free et SFR ne sont pas en restes.

Des conséquences sociales majeures dans tout le secteur des télécoms !

L'expérience des dernières restructurations l'a montré : **ces opérations entraînent toujours la même logique** : suppressions d'emplois, externalisations, précarisation, pressions accrues sur les salariés.

L'introduction de l'intelligence artificielle dans les processus de production risque encore d'amplifier cette casse sociale au nom de la productivité.

Derrière les grands discours sur « **l'investissement dans les infrastructures** », ce projet annonce en réalité une course à **la rentabilité immédiate.**

Les trois opérateurs cherchent à réduire les doublons, à mutualiser les réseaux, à rationaliser les effectifs. **Cela signifie, très concrètement des restructurations massives dans toutes les entreprises de télécommunications aussi bien chez les donneurs d'ordre que chez les sous-traitants...et cela a déjà commencé !!**



La CGT propose une autre voie

Après des années de **privatisations**, de **fusions** et de **cessions**, le **secteur des télécommunications piloté par la finance**, n'a **aucune vision industrielle ni sociale**. **L'État, actionnaire d'Orange**, ne peut pas **rester spectateur** de cette **nouvelle recomposition** qui **menace des dizaines de milliers d'emplois directs et indirects**.

La Fédération nationale CGT des salariés des activités postales et de télécommunications appelle à **ouvrir un débat public sur l'avenir du secteur, fondé sur les besoins du pays** et non sur la rente des actionnaires.

La CGT-FAPT appelle à une **véritable politique publique des télécoms**. Elle porte donc la **création d'un véritable service public de la communication**, adossé à une **appropriation publique et démocratique des télécommunications** pour garantir :

- une maîtrise publique des infrastructures stratégiques,
- des investissements au service du développement et de l'emploi,
- un accès de qualité, en tout point du territoire, aux communications pour toute la population.

Appel à la mobilisation

Le secteur des télécoms a besoin d'investissements publics, de coopération et de démocratie sociale — pas de fusions financières dictées par les actionnaires.

La CGT-FAPT appelle les salariés des télécommunications à se réunir dans les entreprises, à s'informer et débattre pour construire des solidarités, des convergences d'intérêts et organiser la mobilisation face à ce projet de découpage de SFR et de concentration du marché.

Ça n'est ni aux salariés, quel que soit l'opérateur, ni à la population d'être comptable des aventures spéculatives et de la folie des grandeurs de leurs dirigeants !

